

Département de LA VENDÉE
Commune d'ESSARTS-EN-BOCAGE

**DÉCISION AFFERENTE A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION
RENONCIATION A ACQUERIR**

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-cinq octobre,

Le Maire d'ESSARTS-EN-BOCAGE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération communautaire n°320-19 prise en date du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le déléguant, en partie aux communes membres,

Vu la délibération en date du 18 avril 2024 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire, pour la durée de son mandat, l'exercice du droit de préemption urbain (D.P.U.),

Vu la déclaration d'intention d'aliéner déposée le 23/10/2024, relative à la propriété cadastrée 084 AC 20 d'une superficie totale de 65 m² pour le prix de 50 000 euros, frais d'acte en sus à la charge de l'acquéreur et frais de commission d'un montant de 5 000 euros TTC en sus à la charge de vendeur, située 3 rue du Calvaire - Les Essarts à ESSARTS-EN-BOCAGE (85140) appartenant à Monsieur SELLIER Jean-François domicilié 4 impasse des Mésanges à ESSARTS-EN-BOCAGE (85140),

Considérant que l'acquisition des immeubles par la commune ne présente aucun intérêt,

DÉCIDE

ARTICLE UNIQUE : de renoncer à préempter la propriété cadastrée 084 AC 20 sise 3 rue du Calvaire - Les Essarts à ESSARTS-EN-BOCAGE (85140) d'une contenance totale de 65 m².

Fait à Essarts-en-Bocage, le 25 octobre 2024

Le Maire d'Essarts-en-Bocage,



Caroline GILBERT

Certifié exécutoire par le Maire

le 4/11/2024

Publié le 4/11/2024

Reçu par le Représentant de l'Etat

le 4/11/2024